

*Questions orales*

Le gouvernement a également dit en ce qui concerne la culture qu'elle n'était pas à négocier. S'il ne l'a pas vendue ouvertement, il semble clair d'après certains rapports publiés récemment qu'il l'a cédée en douce.

Le ministre responsable peut-il nous dire si, dans le cas de l'eau, la politique du gouvernement est de faciliter les exportations? Si non, comment le gouvernement explique-t-il la partie du projet d'accord qui propose la mise en place de pipelines à d'autres fins que le transport d'énergie? Ces pipelines sont-ils destinés à l'exportation d'eau en bouteille? Sont-ils destinés à exporter du jus de fruits ou, en fait, s'agit-il encore une fois d'une manoeuvre pour exporter notre eau en grandes quantités vers les États-Unis?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, la députée devrait prendre garde de ne pas tirer des conclusions d'un texte qui date d'il y a deux mois.

Ce que j'ai dit dans ma première réponse décrit la position et la politique du gouvernement du Canada relativement à l'exportation de l'eau. L'exportation d'eau en bouteilles est autorisée. L'exportation d'eau en grandes quantités—en particulier, la dérivation des eaux—ne l'est pas.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, je m'adresse au vice-premier ministre. Alors que le gouvernement a dit au cours des entretiens commerciaux précédents qu'il protégerait les travailleurs de l'automobile et de la sylviculture ainsi que la culture du Canada dans les accords commerciaux, il n'en a rien fait.

Par conséquent, je veux dire au vice-premier ministre qu'il est manifeste à tous les points de vue que ces accords ont échoué, et c'est prouvé par le fait que le gouvernement n'a présenté aucune étude des conséquences de ces accords commerciaux.

Le gouvernement va-t-il défendre les Canadiens pour une fois, agir dans leur intérêt et arrêter les entretiens sur l'accord commercial avec le Mexique? Si non, qu'il s'écarte et qu'il déclenche des élections sur cette question.

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, ma collègue parle des industries qui n'ont pas été protégées. Elle sait que ce qu'elle dit est faux.

Elle a parlé de l'industrie automobile. Le Pacte de l'automobile est toujours en vigueur. Quant à la culture, elle sait très bien qu'elle est protégée aux termes de l'Accord de libre-échange. Dans le domaine de la sylviculture, elle s'inquiète de la question du bois d'oeuvre. Elle sait pertinemment que la question est soumise au protocole d'entente qui ne faisait pas partie de l'Accord de libre-échange.

J'ai écouté mon collègue de Victoria, le critique du Nouveau Parti démocratique en matière de commerce. Il a dit qu'il a demandé à maintes reprises au ministre précédent s'il y avait des sociétés qui avaient investi au Canada à la suite de l'Accord de libre-échange. C'était à la télévision hier soir. Il le sait très bien. Il a entendu mon prédécesseur aussi bien que moi-même énumérer le nom des sociétés qui ont investi au Canada à la suite de l'Accord de libre-échange, des sociétés qui en ont bénéficié. Je voudrais les énumérer. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** La parole est au député de Willowdale.

\* \* \*

**L'IMPRIMERIE**

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, le secteur de l'imprimerie est le quatrième employeur en importance au Canada. Depuis l'Accord de libre-échange, le harcèlement des douanes américaines fondé sur les marques d'origine a coûté à nos imprimeurs 160 millions de dollars en pertes d'exportations et 1 700 emplois. Les imprimeurs canadiens ne peuvent attendre la conclusion d'un accord de libre-échange nord-américain, ils ont besoin qu'on agisse dès maintenant.

Je le demande au ministre, le gouvernement va-t-il prendre immédiatement des mesures pour rendre plus sévère le régime d'application contre les imprimeurs américains? Agira-t-il dès maintenant pour assurer des règles du jeu équitables aux imprimeurs canadiens?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je serai heureux de transmettre cette question à mon collègue, le ministre du Revenu national.

Le député sait que nous avons examiné le problème, et il est peut-être possible de faire appliquer nos exigences douanières de façon plus agressive. Il ne faut cependant pas oublier que les exigences douanières s'appliquent